

Retraite à points, ni pour nous, ni pour nos enfants et petits-enfants !!

Aujourd'hui en France, pour les salariés du privé, le départ à **62 ans** est assorti d'une condition : avoir cotisé au moins 41 années, une durée portée peu à peu à 43 ans pour la génération née après 1973. Sans quoi, une décote s'applique, à moins de travailler jusqu'à 67 ans.

La valse des réformes est enclenchée dans les pays européens depuis plusieurs années, sous injonction de la commission européenne qui préconise un âge légal homogène pour tous :

• **L'Allemagne** : 67 ans pour 2029 avec 45 années de cotisations

• **L'Italie** : 67 ans en 2021

• **L'Espagne** : 67 ans en 2027

• **L'Angleterre** : 66 ans dès 2020, avec une pension identique pour tous, indépendamment des revenus antérieurs : 825 € mois.

• Quant au modèle de retraite par point **suédois** plébiscité par tous, gouvernement, MEDEF, Finance, leur calcul des pensions est combiné en fonction de l'espérance de vie, de la conjoncture économique, avec bien évidemment une part de capitalisation (fonds de pensions, assurances...).

Ce modèle-là on n'en veut pas ! Ni aujourd'hui, ni demain avec la « clause du grand-père » pour ceux qui rentrent en activité dès 2020.

La réforme de retraite par points Delevoye n'est rien d'autre qu'une réforme systémique de notre système de retraite solidaire par répartition telle qu'elle fut créée en 1945 dans un pays ruiné par la guerre.

Nos grands-parents réussirent l'exploit, dans une France ruinée, de financer une sécurité sociale universelle, tout ceci sans toucher au salaire net des travailleurs, mais en soustrayant une large partie de la valeur ajoutée à la rente du capital, via les cotisations sociales, partie intégrante de notre salaire. Depuis, les grands patrons et les lobbys libéraux n'ont eu



de cesse d'attaquer ces conquêtes sociales pour remettre la main sur cette poule aux œufs d'or qu'est la sécurité sociale.

Actuellement, l'objectif de Macron est de mettre fin aux solidarités entre les générations, de baisser drastiquement les pensions pour tous salariés du privé ou du public et de reculer sans fin l'âge du départ à la retraite.

S'indigner ne suffit pas, il faut s'engager contre le projet d'Emmanuel Macron qui instaure la précarité au plus grand nombre, au profit d'une caste de rentiers.

Exigeons tous ensemble le retrait du projet Macron- Delevoye.

Il n'est ni amendable ni négociable ! Pour un retour à une retraite solidaire à 60 ans, avec 37.5 années de cotisations, qui ne soit pas inférieur au Smic. Exigeons :

- Pour les jeunes, prendre en compte les années d'études et de formation ;
- L'arrêt des exonérations de cotisations patronales qui rapporterait 20 milliards d'euros ;
- L'égalité salariale Femme- Homme ;
- L'augmentation des salaires qui permet d'augmenter les recettes de la Sécurité Sociale ;
- L'augmentation du taux de cotisation de 0.2 à 0.4 point par an. Cela représenterait en moyenne 1.6 €/mois pour les travailleurs et 2.40€/mois pour les employeurs, ce qui assurerait la pérennité de notre système de retraite.

Tous ensemble, dès le 5 décembre, par la grève, les mobilisations, construisons un mouvement qui s'inscrit dans la durée afin de gagner le progrès social.

Manifestation jeudi 5 décembre 2019 :

à Châteauroux : 10 heures place de la république

À Issoudun : 15 heures place du Sacré Coeur